

Baisse des APL : faute avouée mais certainement pas pardonnée !

8 février 2022

Baisse des APL : Faute avouée mais certainement pas pardonnée !

Mesure emblématique du pouvoir macroniste, la baisse de 5 € des APL (aides personnalisées au logement) en octobre 2017 a contribué à forger l'image de Macron comme président des riches. Sachant que la très grande majorité des bénéficiaires des APL sont des ménages ou des personnes seules à revenus modestes appartenant aux classes populaires, et impacte les étudiant-es cette mesure ne doit rien au hasard. Il s'agissait en effet de faire supporter par d'autres les cadeaux fiscaux faits aux plus riches (dont la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune). Du reste, depuis 2017, ce seront 10 milliards d'euros qui auront été économisés sur les seules aides au logement. Sur la seule année 2021, ce sont 4 milliards qui auront été prélevés sur le dos des plus précaires et pauvres pour qui chaque euro compte.

Dans son rapport annuel sur le mal logement sorti fin janvier, la fondation Abbé Pierre pointe la coupe faite dans les APL parmi les mesures emblématiques les plus injustes du quinquennat Macron. De fait, pendant celui-ci et malgré les promesses du candidat Macron, la part des dépenses publiques pour le logement a reculé, passant de 1,82% du PIB en 2017 à 1,63% en 2020. Les aides au logement et le logement social ont été les plus affectées. 5 ans après la mesure, la ministre du logement en poste, Emmanuelle Wargon le reconnaît sans ambages. « C'est une mesure qui avait été portée par Bercy, qui est une mesure de techniciens. Si on devait la reprendre, on ne la reprendrait pas aujourd'hui » a-t-elle déclaré sur l'antenne de France Info le 2 février dernier. La baisse des APL était donc bien une mesure budgétaire parfaitement injustifiée. Cette faute qui a enfoncé un peu plus dans la misère nombre de personnes précaires devrait donc être logiquement corrigée. Cela étonnerait la ministre ne le dit pas. Pour changer de politique du logement, il est indispensable que la contestation sociale s'amplifie !

L'Union syndicale Solidaires revendique notamment dans le cadre de la plateforme du logement pour tous-tes¹ (avec le DAL et d'autres organisations) :

- L'augmentation des APL
- La suppression de la RLS (réduction de loyer de solidarité) pour permettre aux bailleurs HLM d'entretenir et de réhabiliter
- La mobilisation d'au moins 14 à 15 milliards d'euros en plus et par an pour construire une vraie politique sociale du logement

Cela fait des décennies que la justice sociale est le parent pauvre des politiques publiques, elle ne saurait attendre plus longtemps !

Grévoons, manifestons, unissons nous et faisons les basculer !

¹ <https://solidaires.org/Plateforme-unitaire-Pour-un-logement-pour-tous-tes>

Mesure emblématique du pouvoir macroniste, la baisse de 5 € des APL (aides personnalisées au logement) en octobre 2017 a contribué à forger l'image de Macron comme président des riches. Sachant que la très grande majorité des bénéficiaires des APL sont des ménages ou des personnes seules à revenus modestes appartenant aux classes populaires, et impacte les étudiant-es cette mesure ne doit rien au hasard. Il s'agissait en effet de faire supporter par d'autres les cadeaux fiscaux faits aux plus riches (dont la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune). Du reste, depuis 2017, ce seront 10 milliards d'euros qui auront été économisés sur les seules aides au logement. Sur la seule année 2021, ce sont 4 milliards qui auront été prélevés sur le dos des plus précaires et pauvres pour qui chaque euro compte.

Dans son rapport annuel sur le mal logement sorti fin janvier, la fondation Abbé Pierre pointe la coupe faite dans les APL parmi les mesures emblématiques les plus injustes du quinquennat Macron. De fait, pendant celui-ci et malgré les promesses du candidat Macron, la part des dépenses publiques pour le logement a reculé, passant de 1,82% du PIB en 2017 à 1,63% en 2020. Les aides au logement et le logement social ont été les plus affectées. 5 ans après la mesure, la ministre du logement en poste, Emmanuelle Wargon le reconnaît sans ambages. « C'est une mesure qui avait été portée par Bercy, qui

est une mesure de techniciens. Si on devait la reprendre, on ne la reprendrait pas aujourd'hui » a-t-elle déclaré sur l'antenne de France Info le 2 février dernier. La baisse des APL était donc bien une mesure budgétaire parfaitement injustifiée. Cette faute qui a enfoncé un peu plus dans la misère nombre de personnes précaires devrait donc être logiquement corrigée. Cela étrangement la ministre ne le dit pas. Pour changer de politique du logement, il est indispensable que la contestation sociale s'amplifie !

L'Union syndicale Solidaires revendique notamment dans le cadre de la plateforme du logement pour tous-tes¹ (avec le DAL et d'autres organisations) :

- L'augmentation des APL
- La suppression de la RLS (réduction de loyer de solidarité) pour permettre aux bailleurs HLM d'entretenir et de réhabiliter
- La mobilisation d'au moins 14 à 15 milliards d'euros en plus et par an pour construire une vraie politique sociale du logement

Cela fait des décennies que la justice sociale est le parent pauvre des politiques publiques, elle ne saurait attendre plus longtemps !

Grévons, manifestons, unissons nous et faisons les basculer !

¹ <https://solidaires.org/Plateforme-unitaire-Pour-un-logement-pour-tous-tes>

• Emplacement : PRESSE > Communiqués >

• Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Baisse-des-APL-faute-avouee-mais-certainement-pas-pardonnee>